

D'a
Désertif'
actions
2025 5^{ème} édition



RAPPORT DE L'ATELIER NATIONAL

Désertif'action Sénégal 2025

Résilience des sociétés face aux sécheresses & gouvernance inclusive

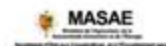
CO-ORGANISÉ PAR



AVEC L'APPUI DES PARTENAIRES TECHNIQUES & FINANCIERS



act:onaid



Sommaire

Introduction	3
Attente de l'atelier Désertif'ation 2025	3
Démarche de l'atelier	4
Résultats des travaux	4
I. Résilience face aux sécheresses	4
II. Systèmes agricoles et alimentaires	5
III. Ressources naturelles et gouvernance inclusive	6
IV. Enseignements et perspectives vers Désertif'ations 2026.....	6
V. Éléments saillants des échanges en plénière et des panels.....	7
VI. Focus thématique : gestion territoriale des ressources en eau	8
Conclusion	8
Annexes : Résultats des travaux de groupe	9
Remerciements	12

Introduction



Séance plénière de l'atelier national Désertif'action Sénégal 2025 — Grand Théâtre de Dakar.

Depuis 2019, la **Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES)** œuvre à promouvoir l'agroécologie à travers le plaidoyer, le dialogue politique, la sensibilisation, le partage d'expériences et l'appui aux territoires engagés dans cette transition. L'un de ses principaux leviers d'action est l'organisation, tous les trois ans, d'une **caravane nationale** permettant de consulter les acteurs agricoles, de la société civile, de la recherche et des collectivités territoriales, et de nourrir le dialogue avec les décideurs publics.

La **Caravane nationale de l'agroécologie 2025**, conduite du **5 au 25 mai** par la DyTAES et le **Ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté Alimentaire et de l'Élevage (MASAE)**, a couvert les **14 régions du Sénégal**. Déployée avec les Dynamiques pour une Transition Agroécologique Locale (**DyTAEL**), elle visait à recueillir la parole des communautés et des acteurs locaux pour la co-construction de la **Stratégie Nationale d'Agroécologie** du Sénégal. En **23 étapes**, la caravane a mobilisé **1 702 participants** et **752 organisations**, dont les recommandations ont été synthétisées dans un rapport national soumis au Gouvernement.

Le **16 septembre 2025**, la DyTAES a tenu au **Grand Théâtre de Dakar** un **atelier national de restitution, de validation et de partage des résultats** de la caravane. Cette rencontre a réuni **170 participants** issus des organisations de producteurs, de la société civile, des collectivités territoriales, des services de l'État, du monde de la recherche, ainsi que des jeunes et des femmes engagés dans la transition agroécologique.

Dans la continuité de cet exercice national et pour valoriser les recommandations à l'échelle internationale, s'est tenu le **17 septembre 2025**, avec les mêmes participants, l'**atelier national Désertif'action Sénégal 2025**, articulé à la restitution de la caravane. Placé sous le thème de la **résilience des sociétés face aux sécheresses** et de la **gouvernance inclusive**, cet atelier visait à préparer la contribution du Sénégal et de la DyTAES au processus **Désertif'actions 2026** et à la **COP17 de la CNULCD**, prévue en Mongolie.

La session Désertif'action Sénégal 2025, co-organisée par les ONG **Tree Aid**, **Enda Pronat** et la plateforme **PSEAU**, s'inscrit ainsi dans une dynamique visant à renforcer la participation de la société civile et des acteurs territoriaux aux débats sur la résilience climatique, la lutte contre la désertification et la restauration des terres, en mettant en valeur les résultats et propositions issus des territoires.

Attente de l'atelier Désertif'action 2025

Les attentes de cette session portaient notamment sur l'identification des leviers de résilience des territoires face aux problématiques de sécheresse, en caractérisant les impacts des sécheresses et les stratégies déployées pour y faire face, mais aussi en analysant certains sujets clés relatifs aux systèmes agricoles et alimentaires et à la gestion des ressources dans les territoires. Les éléments recueillis, associés à une compréhension fine des discussions et enseignements de la COP16, doivent permettre de **préparer le socle d'une argumentation nationale concertée** en vue du prochain sommet Désertif'actions 2026.

Démarche de l'atelier

L'atelier a alterné des sessions plénières, des travaux en sous-groupes et des restitutions collectives, afin de favoriser une participation active et une validation concertée des résultats de la caravane DyTAES, déjà structurés dans les documents de travail préparatoires.

LES 5 GROUPES THÉMATIQUES

- **Groupe 1** — Semences, biofertilisants, bioprotecteurs et énergies renouvelables
- **Groupe 2** — Transformation, commercialisation, nutrition et consommation
- **Groupe 3** — Formation, accompagnement, politiques et dynamiques organisationnelles
- **Groupe 4** — Gestion des ressources naturelles (eau, foncier, forêt)
- **Groupe 5** — Production animale et pêche durable

Chaque groupe a disposé de **1h30 de travail** pour valider et approfondir, le cas échéant, les résultats de la caravane, et identifier **trois recommandations prioritaires** pour sa thématique. Les échanges se sont appuyés sur des supports visuels (posters de recommandations, marqueurs, pastilles, colle murale, cordes, vidéoprojecteurs) facilitant la discussion et la hiérarchisation collective. Les participants ont été invités à confirmer les recommandations par consensus, à relever les points d'attention ou omissions éventuelles, et à prioriser trois recommandations clés par thématique.

Chaque groupe a désigné un **rapporteur**, chargé de renseigner en temps réel les conclusions dans le canevas collaboratif du drive de la DyTAES, en mode suivi des modifications, afin d'assurer la traçabilité des propositions et leur intégration dans le rapport final.

Résultats des travaux



Panel et restitution des travaux de la caravane — atelier Désertif'ation Sénégal 2025.

I. Résilience face aux sécheresses : constats et dynamiques territoriales

Les échanges ont mis en évidence la gravité croissante des sécheresses et de leurs impacts sur les territoires ruraux. Face à ces pressions, les acteurs locaux développent des réponses agroécologiques fondées sur la gestion intégrée des ressources naturelles, la diversification productive et la gouvernance locale.

1. Gouvernance foncière et sécurisation des espaces de production

Les participants ont réaffirmé que la sécurisation foncière demeure un levier essentiel de la résilience. Les propositions incluent la finalisation de la réforme foncière par des consultations citoyennes inclusives pour la révision de la Loi sur le Domaine national et l'adoption de la **LOASPH**. Les collectivités territoriales sont

appelées à simplifier et accélérer les délibérations foncières tout en accompagnant les populations par des actions de sensibilisation et de plaidoyer sur les droits fonciers et les procédures d'immatriculation.

2. Gestion durable des forêts et restauration des écosystèmes

La restauration des forêts a été identifiée comme un pilier de la lutte contre la désertification. Les acteurs prônent la préservation des forêts, la mise en place de conventions locales de gestion et la promotion de l'intercommunalité. L'intégration de l'arbre dans les systèmes agricoles, via l'agroforesterie et la **Régénération Naturelle Assistée (RNA)**, constitue une pratique prioritaire, appuyée par des formations communautaires et des mécanismes d'incitation.

3. Accès à l'eau productive et gestion intégrée

La résilience des territoires passe par un accès équitable à l'eau. Les participants recommandent la construction d'ouvrages de récupération et de stockage, l'harmonisation du coût de l'eau productive, et la mise en œuvre d'une gestion intégrée des ressources en eau à travers la formation des communautés et l'adoption de techniques économes.

4. Production animale, pastoralisme et pêche durable

L'élevage et la pêche apparaissent comme des secteurs vulnérables mais porteurs de résilience. Les recommandations portent sur la mise en place d'unités pastorales, la production locale de fourrages, et l'intégration de l'approche **One Health** dans les politiques publiques. En zones côtières, la pisciculture durable et la valorisation des sous-produits halieutiques sont jugées indispensables.

5. Énergies renouvelables et innovation locale

Les participants ont souligné le rôle central de l'énergie dans la durabilité des systèmes productifs. L'introduction de systèmes solaires pour le pompage agricole, de clés de séchage modernes et de solutions de valorisation en biogaz contribue à réduire la pression sur les ressources forestières et à améliorer la productivité.

II. Systèmes agricoles et alimentaires : vulnérabilités et leviers de transformation

La transition agroécologique repose sur la revalorisation des chaînes alimentaires locales et sur l'autonomie productive, depuis les semences jusqu'à la consommation.

1. Semences paysannes et recherche-action

La souveraineté semencière constitue un axe majeur. Les acteurs proposent d'encourager la recherche-action et l'autoproduction de semences paysannes adaptées aux conditions locales, en lien avec l'**ISRA**. La protection du patrimoine génétique est à institutionnaliser à travers la labellisation et la reconnaissance légale des semences paysannes.

2. Biofertilisants et intrants organiques

Les producteurs ont mis en avant l'importance de l'autoproduction de biofertilisants via des unités locales de compostage et d'engrais organiques. Un cadre normatif national est nécessaire pour contrôler la qualité des intrants organiques et vulgariser les bonnes pratiques par l'apprentissage paysan. Concernant les bioprotecteurs, les priorités portent sur la formation des producteurs et le renforcement du contrôle des intrants chimiques.

3. Transformation, valeur ajoutée et sécurité alimentaire

Les débats ont mis en avant la nécessité d'industrialiser localement la transformation agroécologique afin d'accroître la valeur ajoutée, réduire les pertes post-récolte et stabiliser les revenus des producteurs.

4. Commercialisation et accès aux marchés

Pour assurer la durabilité économique, les participants préconisent la création de labels nationaux et locaux, la mise en réseau des acteurs et la structuration de coopératives. L'ouverture des marchés institutionnels à travers les commandes publiques est un levier majeur de débouchés.

5. Consommation et nutrition

La sensibilisation des consommateurs sur les bénéfices sanitaires et environnementaux de la consommation locale est centrale. La mise en place de contrats d'approvisionnement avec les structures étatiques et la promotion du consommateur local renforcent le lien entre production durable et alimentation saine.

III. Ressources naturelles et gouvernance inclusive

1. Renforcement des capacités et accompagnement

L'atelier a souligné l'urgence d'un programme structuré de formation en agroécologie, intégrant les jeunes et les femmes et l'enseignement professionnel et universitaire. La subvention du matériel agricole adapté est jugée nécessaire pour lever les contraintes techniques à la transition.

2. Politiques publiques et financement

Les acteurs recommandent la création d'un fonds d'investissement pour l'agroécologie afin de soutenir les initiatives locales et d'assurer un financement pérenne. La réglementation sur les pesticides doit être renforcée et les liens entre producteurs et marchés institutionnels consolidés.

3. Dynamiques organisationnelles et gouvernance territoriale

Le renforcement des DyTAEL est apparu comme un enjeu prioritaire : leur extension dans les zones non couvertes et l'amélioration de leur fonctionnement interne sont essentielles pour structurer la gouvernance territoriale. Les acteurs prônent l'organisation en filières et l'autonomisation des organisations socioprofessionnelles pour ancrer la transition agroécologique dans les politiques locales.

IV. Enseignements et perspectives vers Désertif'actions 2026 et la COP17

1. Enseignements majeurs

La résilience territoriale s'appuie sur la sécurisation foncière, la gestion durable des ressources naturelles et la planification intercommunale. Les filières agroécologiques locales constituent un moteur d'emploi et de souveraineté alimentaire. Les innovations paysannes et la formation continue sont des leviers de transformation durable.

2. Messages prioritaires pour le plaidoyer international

Les acteurs sénégalais porteront à Désertif'actions 2026 les quatre messages suivants :

4 MESSAGES POUR LE PLAIDOYER INTERNATIONAL

- Reconnaître l'agroécologie comme **réponse systémique aux sécheresses**.
- Créer un **fonds africain pour la résilience agroécologique**.
- Sécuriser **les terres et l'eau comme biens communs**.
- Promouvoir une **gouvernance inclusive** fondée sur la participation des collectivités et de la société civile.

3. Feuille de route nationale

Le Sénégal, à travers la DyTAES et le MASAE, s'engage à finaliser la **Stratégie Nationale d'Agroécologie**, mettre en œuvre un mécanisme de financement dédié, poursuivre la structuration des DyTAEL et assurer le suivi des indicateurs clés de performance.

L'atelier Désertif'ation Sénégal 2025 a consolidé un diagnostic partagé et dégagé des priorités opérationnelles pour la résilience des territoires. Il a confirmé la maturité des acteurs sénégalais dans la construction d'une voix nationale concertée sur la lutte contre la désertification, la gestion durable des ressources et la transition agroécologique.

V. Éléments saillants des échanges en plénière et des panels



Échanges en plénière avec les participant-e-s issus des territoires.

Au-delà des travaux en groupes thématiques, l'atelier a été marqué par des échanges riches en plénière, des retours d'expérience et des éclairages techniques. Ces contributions ont permis de préciser les enjeux de la territorialisation de l'agroécologie, de la préparation à Désertif'actions 2026 et de la mise en œuvre de la CNULCD au Sénégal.

1. Territorialisation de l'agroécologie et dynamiques DyTAEL

Les interventions des DyTAEL ont mis en évidence l'importance de la territorialisation de la transition agroécologique et du rôle central des collectivités territoriales. La **DyTAEL de Fatick** a rappelé que la pérennisation des actions passe par une appropriation des collectivités locales, illustrée par la signature d'une charte d'engagement par les **17 maires du département** et la désignation d'élus référents au sein de la DyTAEL. Plusieurs DyTAEL ont également proposé de multiplier les jumelages et partenariats inter-DyTAEL pour renforcer le maillage territorial. Des problématiques de gouvernance et de sécurité ont été soulevées, notamment le vol récurrent de bétail dans les Niayes, avec des propositions d'innovation comme l'identification des animaux par puces. Enfin, les participants ont appelé à une politique plus ambitieuse de promotion du consommateur local dans toutes les rencontres et événements officiels de l'État.

2. Entrepreneurat, recherche et innovation au service de la résilience

Les débats ont mis en lumière le rôle stratégique de l'entrepreneuriat agroécologique et de la recherche dans la transformation des systèmes productifs. Il a été proposé d'organiser des hackathons et concours d'innovation pour identifier, rendre visible et accompagner les entrepreneurs de l'agroécologie dans chaque DyTAEL. Sur la pisciculture, plusieurs acteurs ont mis en avant le potentiel de diversification et le manque d'équipements et d'aliments adaptés, plaidant pour le développement de l'entomoculture. En matière de santé animale, les priorités portent sur le calendrier vaccinal, la clarification des notions de divagation et de mobilité pastorale dans le futur code pastoral, et la lutte contre le vol de bétail. Les chercheurs ont insisté sur la faiblesse des financements nationaux pour la recherche appliquée et recommandé la mise en place de programmes de recherche pluriannuels alignés sur les priorités territoriales.

3. Alignement avec l'UNCCD et le sommet Désertif'actions

La keynote introductive à Désertif'actions a été présentée par **Mme Sana Diop Dieng**, Directrice de Tree Aid Sénégal, et modérée par **M. Iba Mar Faye**, du GRET et membre du Comité technique (CT) de la DyTAES. Les interventions ont replacé les travaux dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD) et du processus Désertif'actions. Les participants ont été rappelés au rôle de la COP Désertification, dont la prochaine édition se tiendra en **Mongolie en décembre 2026**. Le sommet Désertif'actions, porté par l'ONG CARI, a été présenté comme un espace de dialogue multi-acteurs. Le travail conduit par la DyTAES à travers la caravane et l'atelier national a été reconnu comme une contribution majeure à ce processus, avec un niveau élevé de recommandations. Les quatre axes structurants ont été rappelés : (1) transformation agroécologique, (2) mobilité pastorale, (3) gestion durable de l'eau, (4) appui aux autorités locales. Les recommandations issues de la caravane seront reclassées selon ces axes pour alimenter la position nationale du Sénégal à Désertif'actions 2026 et à la COP17. Les participants ont aussi souligné l'importance de la participation des peuples autochtones, de l'interface science-politique et de la dimension éducative, tout en rappelant que la mise en œuvre des conventions internationales doit être portée par les États et les communautés.

VI. Focus thématique : gestion territoriale des ressources en eau

Un panel dédié à la gestion territoriale des ressources en eau a ensuite été organisé, modéré par **Mme Khadidiatou Ba (PSEAU)**. Il réunissait **Mme Mame Tacko Diankha** de la DGPRE (Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement), **M. Oumar Dieng** du GRET, et **M. Ansoumana Bodian**, enseignant-chercheur à l'Université Gaston Berger (UGB). Les échanges ont porté sur les principales pressions sur les ressources en eau, les risques de sécheresse et les stratégies d'adaptation. Le panel a souligné la croissance rapide des prélèvements d'eau, la surexploitation des nappes et les conflits d'usage dans les zones agricoles et industrielles. Les chercheurs ont insisté sur le manque de données hydrologiques fiables et la nécessité de développer des recherches à long terme sur la sécheresse. Le GRET a partagé son expérience dans les Niayes, illustrant la mise en place de comités communaux de l'eau et de plateformes locales multi-acteurs. Les participants ont plaidé pour plus de transparence sur les volumes d'eau prélevés, une distinction claire entre usages domestiques et agricoles, et une meilleure coordination des plateformes existantes.

Conclusion

L'atelier national Désertif'ation Sénégal 2025 a constitué une étape charnière dans la dynamique portée par la DyTAES pour la consolidation d'un cadre stratégique partagé autour de la transition agroécologique. En articulant les résultats de la caravane nationale, les contributions territoriales et les échanges techniques, il a permis de construire une vision collective des priorités pour la résilience face aux sécheresses et la gestion durable des ressources naturelles.

Les discussions ont confirmé la pertinence de l'approche territoriale de la DyTAES, la nécessité de renforcer les capacités locales, de soutenir l'entrepreneuriat agroécologique et de structurer les filières durables. Elles ont aussi mis en évidence l'importance d'un financement pérenne, d'un appui fort à la recherche et d'une gouvernance inclusive plaçant les collectivités, les producteurs, les femmes et les jeunes au cœur de l'action publique.

En inscrivant ces réflexions dans la perspective de Désertif'actions 2026 et de la COP17 de la CNULCD, le Sénégal réaffirme son engagement à porter une voix forte, issue du terrain, au service de la souveraineté alimentaire, de la restauration des terres et de la résilience des sociétés rurales face au changement climatique.

Annexes : Résultats des travaux de groupe

Cette annexe rassemble les recommandations prioritaires validées par les groupes de travail, classées par thématique (A à O). Les codes renvoient à la numérotation du rapport de la caravane.

THÉMATIQUE	RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES
A Foncier	<p>A.1.1. Finaliser la réforme foncière à travers l'organisation de consultations citoyennes et inclusives pour réviser la Loi sur le domaine national (loi 64-46 du 16 juin 1964 relative au domaine national).</p> <p>A.7.1. Adopter et mettre en œuvre la LOASPH.</p> <p>A.4. Renforcer la sécurisation foncière : simplification et accélération des procédures de délibérations des terres par les collectivités (A.4.1.) ; accompagnement par le plaidoyer et la sensibilisation des populations sur les procédures de sécurisation foncière et de mise en valeur (A.4.2.).</p>
B Forêts et agroforesterie	<p>B.1.1. Préserver les forêts en luttant contre la déforestation, les feux de brousse et le déclassement, et organiser la restauration des forêts par des campagnes de reboisement.</p> <p>B.1.3. Organiser la gestion durable des ressources forestières : mise en place et/ou redynamisation des conventions locales de gestion, sensibilisation des populations à leurs rôles et responsabilités, et promotion de l'intercommunalité.</p> <p>B.1.1. Promouvoir l'intégration de l'arbre dans les systèmes de production (terrestre, marine et côtière) : agroforesterie, Régénération Naturelle Assistée (RNA) et reboisement d'espèces adaptées, avec formation des communautés et récompenses des producteurs et communes engagés.</p> <p>B.1.3. Promouvoir des périmètres agroécologiques intégrés (vergers intégrés, arboriculture fruitière, maraîchage, élevage).</p>
C Eau productive	<p>C.1. Renforcer l'accès à l'eau (en quantité et qualité suffisantes, à moindre prix) : ouvrages de récupération, de stockage et de valorisation de l'eau pluviale et des eaux usées, ouvrages hydrauliques agricoles et infrastructures de proximité (puits, mini-forages), systèmes d'irrigation durables (C.1.1., C.1.3., C.1.4.) ; baisse et harmonisation du coût de l'eau productive (C.1.2.) ; lutte contre la salinité de l'eau et des sols (C.3.1.) ; appui au transfert d'eau entre localités (C.1.6.).</p> <p>C.4. Promouvoir la gestion durable de l'eau : formation et accompagnement des communautés sur la gestion collective et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) locale (C.4.2., C.6.) ; utilisation rationnelle des eaux productives via les nouvelles technologies (goutte-à-goutte...) et les pratiques économes facilitant la recharge de la nappe (zaï, demi-lune, cordon pierreux) (C.4.1., C.4.3.).</p>
D Semences	<p>D.2.2. Encourager la recherche-action et l'autoproduction de semences paysannes adaptées aux conditions pédoclimatiques, avec des unités de multiplication gérées par des producteurs semenciers locaux.</p> <p>D.3.1. Collaborer avec la recherche (ISRA) pour la mise à disposition d'intrants productifs, notamment de semences certifiées adaptées et leurs fiches techniques.</p> <p>D.1.1. Sécuriser et protéger le patrimoine génétique par la reconnaissance légale, l'homologation et la labellisation des semences paysannes.</p>
E Biofertilisants	<p>E.1.1. Appuyer l'autoproduction locale de biofertilisants par des unités locales de production d'engrais organique et de compost.</p> <p>E.3.1. Disposer d'un cadre normatif et législatif pour le contrôle qualité des intrants organiques et des biofertilisants (notamment les boues de vidange pouvant contenir des agents pathogènes).</p>

THÉMATIQUE	RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES
	E.2.2. Renforcer l'information sur la disponibilité et l'utilisation optimale des engrais organiques, via des champs d'application et des échanges paysans-paysans.
F Bio-protecteurs et autres intrants	F.1.1. Former les producteurs et productrices à la production de bio-protecteurs. F.2.1. Mettre en place des mesures réglementaires pour l'installation d'usines de production d'intrants organiques. F.4.1. Renforcer le contrôle de l'introduction et de l'utilisation des intrants agricoles chimiques dans le pays.
G Transformation	G.1.1. Développer l'industrialisation locale par des unités de transformation, de conditionnement et de stockage des produits agroécologiques, afin d'augmenter la valeur ajoutée, de faciliter la consommation hors saison et d'éviter les pertes post-récolte.
H Commercialisation	H.1.1. Appuyer le développement de labels locaux et/ou nationaux pour les produits agroécologiques et bio. H.3.3. Mettre en relation les acteurs de l'agroécologie avec les marchés institutionnels (cantines scolaires, hôpitaux, restaurants publics, universités, etc.) via les commandes publiques locales et nationales. H.2.1. Favoriser la mise en réseau et l'organisation des acteurs sur toute la chaîne de valeur, notamment par des coopératives de production et de commercialisation.
I Consommation	I.2.4. Éduquer et sensibiliser les consommateurs (y compris les enfants) à une alimentation saine, durable et nutritive, à la plus-value sanitaire, environnementale et économique des produits agroécologiques, et aux dangers des produits issus de l'agriculture conventionnelle. I.1.1. Promouvoir le consommer local. I.2.1. Mettre en place des contrats de vente de produits agroécologiques avec les structures étatiques (hôpitaux, universités, cantines scolaires, etc.).
J Formation / accompagnement	J.1.1. Renforcer les capacités des producteurs et productrices sur les pratiques agroécologiques (biofertilisants solides et liquides, biopesticides/bioprotecteurs, compost, reboisement, gestion de l'eau, sélection, production et conservation des semences paysannes...). J.3.1. Accompagner et former les jeunes et les femmes aux pratiques agroécologiques. J.3.2. Intégrer l'agroécologie dans les curricula scolaires et de formation (université, structures de formation professionnelle), avec des modules dédiés. J.7.1. Faciliter l'accès au matériel agricole adapté à l'agroécologie, notamment par la subvention.
K Politiques publiques	K.6.1. Créer un fonds d'investissement pour l'agroécologie. K.5.1. Mettre en relation les acteurs de l'agroécologie avec les marchés institutionnels (commandes publiques locales et nationales) pour favoriser l'écoulement des produits. K.4.1. Renforcer le contrôle de l'introduction et de l'utilisation des pesticides chimiques dans le pays.
L Dynamique organisationnelle	L.3.5. Autonomiser et renforcer les organisations socioprofessionnelles. L.2.2. Organiser les acteurs en filières. L.1.2. Améliorer le fonctionnement et l'organisation du travail des DyTAEL existantes : plan d'action, méthode de travail, groupes thématiques et répartition des responsabilités entre organisations membres.

THÉMATIQUE	RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES
	<p>L.1.1. Faciliter la création de DyTAEL dans les zones non couvertes (Kédougou, Lac de Guiers, Matam, Médina Yoro Foula, Oussouye, Saint-Louis, Sédhiou...), en débutant par un diagnostic du milieu (acteurs potentiels, ressources et atouts).</p>
<p>M Énergies renouvelables</p>	<p>M.1.1. Appuyer la mise en place de systèmes solaires d'accès à l'eau agricole au niveau des périmètres agricoles.</p> <p>M.2.1. Appuyer la mise en place de clés de séchage modernes en aluminium pour remplacer le bois dans le fumage du poisson.</p> <p>M.2.2. Valoriser les sous-produits du secteur agro-sylvo-pastoral et halieutique (ASPH) en biogaz, combustible durable alternatif protégeant les ressources forestières.</p>
<p>N Pêche et aquaculture durables</p>	<p>N.1.1. Valoriser les sous-produits halieutiques : biofertilisants agricoles (coque d'huître comme amendement/engrais organique), énergie (méthanisation), alimentation du bétail, cosmétiques, artisanat.</p> <p>N.2.1. Promouvoir la pisciculture comme alternative pour réduire la pression sur la ressource halieutique, notamment par des alternatives durables d'alimentation (entomoculture, etc.).</p> <p>N.3.1. Veiller à l'application des mesures et lois régissant la pêche, via une stratégie de sensibilisation aux méthodes de pêche durables et responsables limitant les pertes de poissons juvéniles.</p>
<p>O Production animale</p>	<p>O.1. Améliorer l'aménagement du territoire et la sécurisation du foncier pastoral : outils efficaces et durables (PAOS, Unités Pastorales...) (O.1.1.) ; délimitation d'espaces dédiés à l'élevage (parcours, zones de pâturage) et à la transhumance (pistes), et infrastructures pastorales (marchés, parcs...) (O.1.2., O.1.3.) ; cultures fourragères pour la stabulation tout en restaurant les écosystèmes (niébé fourrager, maralfalfa) (O.1.4.).</p> <p>O.2.1. Promouvoir des pratiques d'élevage saines et durables et les approches One Health.</p> <p>O.2.2. Intégrer les principes agroécologiques et les bonnes pratiques agro-pastorales (contrat de parcage, etc.) dans le code pastoral en cours de révision.</p> <p>O.3.1. Promouvoir l'intégration agriculture-élevage, notamment pour la production de biofertilisants.</p>

Remerciements

La DyTAES adresse ses sincères remerciements à l'ensemble des **participant·e·s** — organisations de producteurs, société civile, collectivités territoriales, services de l'État, chercheurs, femmes et jeunes — dont l'engagement a nourri la richesse des échanges et la qualité des recommandations.

Nos remerciements vont également aux **co-organisateur·s** de l'atelier Désertif'ation Sénégal 2025 — **Tree Aid**, **Enda Pronat** et la plateforme **PSEAU** —, au **MASAE**, ainsi qu'à l'ensemble des **partenaires techniques et financiers** dont le soutien a rendu cette rencontre possible.

UNE INITIATIVE DE LA DyTAES, DANS LE CADRE DE DÉSSERTIF'ATIONS



CO-ORGANISÉ PAR



AVEC L'APPUI DES PARTENAIRES TECHNIQUES & FINANCIERS



DyTAES — Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal
www.dytaes.sn